



PRÉFECTURE DE LA LOIRE

ARRETE N° 706-2010
portant mise en demeure

Le préfet de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1,

VU l'arrêté d'autorisation du 12 janvier 2010 modifié réglementant les activités exercées par la STE NOUVELLE GALVALOIRE dans ses installations sises à SAINT-CHAMOND, 25 rue Louis Chatin, ZI de la soie d'Izieux,

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 17 septembre 2010, établi à la suite d'une visite d'inspection du 13 septembre 2010, constatant que la SOCIETE NOUVELLE GALVALOIRE procède au rejet d'effluents liquides non conformes aux dispositions de l'arrêté du 12 janvier 2010 susvisé,

CONSIDERANT que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

Article 1er – La STE NOUVELLE GALVALOIRE est mise en demeure, pour son installation exploitée à SAINT-CHAMOND, 25 rue Louis Chatin, ZI de la soie d'Izieux, de cesser immédiatement tout rejet d'effluents liquides non conformes aux dispositions des articles 4.2.1, 4.2.4, 4.3.3 et 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2010 susvisé.

Article 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

Article 3 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 – Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations et Monsieur le maire de SAINT-CHAMOND sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le 15 octobre 2010

Pour le Préfet de la Loire

et par délégation

Le Secrétaire Général

Patrick FERIN

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la STE NOUVELLE GALVALOIRE
- 25 rue Louis Chatin
- ZI de la soie d'Izieux
- 42400 SAINT-CHAMOND

-

- Monsieur le maire de SAINT-CHAMOND

- M. l'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Loire

- Archives

- Chrono